

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât D  
19 rue de Ciron  
Cedex 09  
81013 ALBI

ALBI, le 21/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL ARDOISIERES DE DOURGNE**

6 Allée des Soupirs  
48000 Mende

Références : 81-CARMIN-2023-37  
Code AIOT : 0006802764

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2023 dans l'établissement SARL ARDOISIERES DE DOURGNE implanté Litmagé 81110 Dourgne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL ARDOISIERES DE DOURGNE
- Litmagé 81110 Dourgne
- Code AIOT : 0006802764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation inspectée est une ardoisière autorisée par arrêté préfectoral du 27 décembre 2004. Elle fait l'objet de peu de volumes extraits ces dernières années. Elle n'était pas en activité le jour de l'inspection.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 novembre 2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Récolement mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 29/11/2022, article 1	/	Sans objet
2	Récolement mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 29/11/2022, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu aux prescriptions de la mise en demeure du 29 novembre 2022. Les accès sont maintenant clôturés et panneautés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Récolement mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/11/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès au site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La Société Ardoisière de Dourgne sise 6 Allée des Soupîrs – 48000 MENDE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article AP6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2004 susvisé, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure.  Article AP 6 : « Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées définies au paragraphe DG11 du titre "Dispositions Générales" du présent arrêté. »
<b>Constats :</b> L'inspection constate que l'exploitant a mis en place des pancartes au niveau des deux chemins d'accès aux travaux d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Récolement mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/11/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès au site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La Société Ardoisière de Dourgne sise 6 Allée des Soupairs – 48000 MENDE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article DG11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2004 susvisé, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure.  Article DG 11: « L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace d'une hauteur minimale de deux mètres ou tout autre dispositif reconnu équivalent par l'inspection des installations classées. »
<b>Constats :</b> L'inspection constate que l'exploitant a mis en place une clôture type barbelé sur les chemins d'accès aux travaux d'exploitation.
<b>Observations :</b> L'exploitant s'engage à remettre en place le portail d'accès au niveau du périmètre d'autorisation de la carrière. La barrière actuelle se situe en amont du périmètre et permet le passage sur la parcelle voisine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet